

Je rêvais d'un autre monde...

Carine David

*Professeur de droit public à l'Université des Antilles
Membre du Laboratoire Caribéen en Sciences Sociales
Directrice éditoriale de la Revue Juridique du Bonheur
@ : revuejuridiquedubonheur@oib-france.com*

Si à bien des égards la crise sanitaire mondiale que nous traversons paraît peu propice au bonheur, l'expérience de confinement actuellement partagée par près de 3 milliards de personnes est génératrice pour une extrêmement grande majorité d'entre elles d'une pause dans le temps, propice à l'introspection. Et on se prend à rêver que cette crise et les vulnérabilités qu'elle met en évidence puissent provoquer autre chose que la disparition de dizaines de milliers de personnes et le constat d'une incapacité des Etats à faire application du principe de prévention, au nom de la croissance économique.

Et si, comme de nombreuses personnes l'expriment, il y avait un « avant » et un « après » ? Le plus grand hommage qui pourrait être rendu aux dizaines de milliers de personnes décédées du virus ne serait-il pas de tirer des leçons de cette crise sanitaire sans précédent. Et cette leçon, ne pourrait-elle pas être un changement de paradigme sociétal ?

Que nous apprend cette crise sanitaire et ses conséquences ? Que l'Etat libéral est incapable de faire preuve d'humanité et que son diktat aboutit à un désastre humain qui aurait certainement pu être minimisé de manière très sensible. Qu'il appelle à son secours l'Etat-providence. A l'égard de cette évolution de la perception du rôle de l'Etat par les dirigeants, le discours du Président de la République française, Emmanuel Macron, le 12 mars dernier est on ne peut plus révélateur :

(...) il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour, interroger les faiblesses de nos démocraties. Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre Etat-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux (...) il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché (...)

Et d'ajouter quelques jours plus tard :

(...) cette période nous aura beaucoup appris, beaucoup de certitudes, de convictions sont balayées (...) mais retenons cela : le jour d'après quand nous aurons gagné, (...) nous serons plus forts moralement, nous aurons appris, et je saurai aussi avec vous en tirer toutes les conséquences. (...)

Aussi surprenante qu'elle soit, totalement à rebours de l'orientation libérale des politiques publiques impulsée par Emmanuel Macron depuis son arrivée au pouvoir, cette déclaration est néanmoins le reflet des espoirs exprimés par les populations confinées dans le monde entier.

Alors, promesse de dupes ou véritable remise en perspective du rôle de l'Etat et des priorités sociétales ?

Ce qui est certain est que cela ne relève pas de l'utopie. Certains États ont déjà fait du bonheur des citoyens leur priorité. Ainsi, au-delà du Bhoutan et son indice du bonheur national brut, la Nouvelle-Zélande a par exemple créé en 2019 un « budget bien-être », donnant une priorité absolue à la santé de la population, à la protection de l'environnement et à la solidarité. Le gouvernement néo-zélandais a ainsi suivi les conseils du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz qui préconisait en 2009 de donner la priorité au bien-être, plutôt qu'à la croissance.

La société de demain sera-t-elle celle que Jacques Attali qualifie de « société positive », une « *société heureuse, empathique (...) qui travaille pour les générations futures* » ? Une société tournée vers la satisfaction du bien-être des populations présentes et futures et non avide de toujours plus de croissance économique ?

Et si cette mise sur pause imposée à la moitié des habitants de la planète débouchait sur une revendication d'un monde plus solidaire, plus empathique, plus altruiste ? Et si pour répondre à ces nouvelles aspirations sociétales, les gouvernements devaient infléchir leurs priorités et favoriser le mieux-être au plus-avoir ? Et si, conjuguée à la prise de conscience perceptible de l'urgence climatique, notamment grâce à l'impulsion des jeunes générations citoyennes, cette crise sanitaire marquait le début du changement de paradigme sociétal si nécessaire à la planète et donc à l'homme ? A cet égard, et si les images d'une Venise retrouvant sa splendeur ou de mégalo-poles libérées de leur pollution constituaient les prémisses de « l'après » ?

On peut rêver... En tous cas, il y a certainement de quoi alimenter le prochain numéro de notre Revue !